

ADMINISTRATION :  
 Imprimerie P. RUEDI  
 Lausanne  
 3, Jumelles — Tél. 12-44

ABONNEMENTS :  
 Suisse, 3 fr. par an ; autres  
 pays, 5 fr. par an.  
 10 centimes le numéro.

# La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'Humanité  
 et pour l'organisation de son progrès »

Les membres de la Ligue pour la défense de l'humanité fixent de leur propre gré le montant de leur cotisation.

Compte de chèques postaux : III. 496.

Envoi gratuit des statuts de la ligue et de numéros spécimens de tous ses organes. S'adresser au secrétariat, Lausanne, 3 Jumelles.

Comité suisse de la Ligue : D<sup>r</sup> Auguste FOREL ; Albert LOCHER, G. MÜLLER, conseillers nationaux ; A. SUTER, président du Conseil communal de Lausanne ; D<sup>r</sup> Tschumi, D<sup>r</sup> Moser, conseillers d'Etat, Berne ; D<sup>r</sup> R. BRODA ; A. SESSLER (Berne), D<sup>r</sup> A. HUBER (Bâle), anciens présidents de tribunaux ; D<sup>r</sup> A. de QUERVAIN, professeur à l'Université de Zurich ; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne ; E. RAPIN, pasteur, président honoraire de la Société vaudoise de la paix ; E. PEYTRUQUIN, président du conseil d'administration du journal « La Libre Pensée internationale » ; H. HODLER, directeur du journal « Esperanto », Genève, etc.

Comité de patronage international : A. NAQUET, anc. sénateur, Paris ; Jean LONGUET, député de la Seine ; Gustave HUBBARD, ancien député de Seine-et-Oise ; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes ; Lino FERRIARI, procureur-général honoraire, Côme ; W. FÖRSTER, président du Bureau international des poids et mesures ; Dr. N. af URSIN, ancien vice-président de la Diète finlandaise, etc.

Président de la Ligue : D<sup>r</sup> R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».

Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité suisse, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

## Le discours de M. Asquith

Nous avons souvent exprimé l'espoir que les puissances alliées « liguées contre le militarisme prussien » s'en tinsent à la seule méthode susceptible d'en finir avec l'ère militariste, but qu'elles revendiquent et qu'elles veulent atteindre par la victoire, c'est-à-dire à la constitution d'un pouvoir exécutif international qui empêcherait toute agression nouvelle.

Un autre plan semblait prévaloir jusqu'ici : l'intention de détruire par les armes le militarisme allemand et de laisser subsister le militarisme des autres nations.

Une conception plus saine des nécessités de l'avenir semble se faire jour à présent, si l'on peut en juger par le discours récent de M. Asquith, président du cabinet de la Grande-Bretagne. M. Asquith s'est prononcé comme suit au banquet de Londres, offert récemment en l'honneur des parlementaires français qui visitaient la capitale de l'Angleterre :

« Comme résultat de cette guerre, nous entendons instaurer ce principe que les problèmes internationaux doivent être résolus au moyen de libres négociations, sur le pied de l'égalité entre les peuples libres, et que ce règlement ne soit plus jamais entravé ou influencé par les injonctions impérieuses d'un gouvernement contrôlé par la caste militaire.

« Voilà ce que j'entends par destruction de la domination militaire de la Prusse, rien de plus, rien de moins. »

Nous ne prétendons pas que ces paroles constituent un programme politique bien clair. Le règlement des problèmes internationaux « au moyen de libres négociations » est un principe général, mais ce n'est pas une institution tangible, une clause qui peut être imposée à l'ennemi par un traité de paix. Il faudrait d'abord définir la méthode de ces libres négociations, expliquer s'il s'agit de la forme flexible et libérale d'une procédure judiciaire — ou bien de négociations diplomatiques telles qu'elles ont toujours existé. Il faudrait expliquer surtout, si, dans le premier cas, les décisions du tribunal arbitral seraient appliquées par la force d'un pouvoir exécutif international et dans le dernier cas, comment les litiges qui n'auraient pas été réglés par la voie diplomatique seraient tranchés finalement.

Les idées de M. Asquith sont donc extrêmement vagues et si nous les trouvons dans un essai pacifiste ou dans un livre consacré au droit des gens, nous n'oserions pas leur décerner un prix de science exacte. Mais ces idées ont été prononcées par le chef d'une nation belligérante et ses sympathies générales pour un système politique international d'où la violence serait exclue, sont extrêmement précieuses, même à défaut de développement scientifique et précis.

Si les hommes d'Etat des puissances alliées s'arrêtent sérieusement à cet idéal juri-pacifiste, ils trouveront facilement des aides renseignés sur les possibilités du droit des gens et pourront les charger d'élaborer un programme pratiquement applicable.

Saluons donc les paroles de M. Asquith qui sont peut-être l'aurore première d'une époque nouvelle de l'histoire universelle.

## Qui a voulu la guerre ? Personne !

par Henri Roche, écrivain, à Paris

Dans un livre récent<sup>1)</sup>, le D<sup>r</sup> Gustave Le Bon, que je considère comme un des maîtres de la pensée française, après avoir impartialement analysé les causes et les responsabilités de la guerre, arrive à cette conclusion, de prime abord paradoxale : *Qui a voulu la guerre ? Personne !*

Sa théorie peut se résumer ainsi : Par l'ultimatum à la Serbie, les gouvernements autrichien et allemand ont voulu obtenir un succès moral, en renouvelant le « coup de poing sur la table » qui avait déjà réussi à Tanger et à Agadir. Voyant que, cette fois, les puissances de l'Entente ne s'inclinaient pas, ils s'effrayèrent des préparatifs défensifs de leurs voisins, et, craignant d'être attaqué, Berlin prit les devants en déclarant la guerre à la Russie et à la France. La cause déterminante du conflit aurait été la méfiance entre les trois empereurs : le tsar n'ayant pas confiance dans la promesse autrichienne de conserver l'intégrité territoriale de la Serbie ; les deux kaisers n'ayant pas confiance dans les assurances pacifiques du tsar. Le D<sup>r</sup> Le Bon ne croit donc pas que Guillaume II ait prémédité la guerre ; il ajoute toutefois qu'il en porte la responsabilité pour l'avoir déclarée à la France et à la Russie et pour avoir violé la neutralité de la Belgique.

J'avoue que, pour ma part, la même hypothèse s'était depuis longtemps présentée à mon esprit. La lecture du livre du D<sup>r</sup> Le Bon a achevé de m'incliner à croire que cette opinion pourrait bien exprimer la vérité.

Vérité singulièrement poignante, s'il en est bien ainsi, mais qu'il serait difficile de faire accepter aux masses simplistes. Pour la foule, à ce crime monstrueux qu'est la guerre européenne, il faut un assassin à maudire, car c'est un homme, — un ennemi bien entendu — qui a tout prémédité et froidement machiné, comme dans les drames de l'Ambigu. En France, c'est Guillaume II ; en Italie, François-Joseph ; en Allemagne, on a accusé tour à tour le grand-duc Nicolas, sir Edward Grey, M. Poincaré, voire M. Delcassé qui n'était même pas ministre ! La publication en France de l'ouvrage si indépendant du D<sup>r</sup> Le Bon est une belle preuve de libéralisme donnée par notre censure (qui fut et reste par ailleurs si sujette à critique). Je ne vois pas d'autre pays belligérant, en dehors de l'Angleterre et de l'Italie, où une thèse semblable eût pu se produire librement.

Ainsi donc le cataclysme actuel reposerait, somme toute, sur le plus effroyable malentendu entre

<sup>1) Les Enseignements psychologiques de la guerre européenne.</sup>

les gouvernements aujourd'hui belligérants. Les mesures de précaution et de défense prises par chaque puissance ont été interprétées par les voisines comme des symptômes de velléités agressives, et vice versa ! N'est-ce pas la condamnation radicale et sans appel du régime de la paix armée ? La course aux armements avait aussi pour chacun un but défensif : le résultat a été la catastrophe. L'accumulation de la « poudre sèche » a produit l'explosion et les épées trop aiguisées se sont croisées d'elles-mêmes.

On frémit en pensant que la décision du kaiser eût peut-être été autre, s'il avait été mieux renseigné sur les intentions réelles de ses voisins. Une publication récente nous a ainsi montré que la gallophobie de Crispi avait eu pour principale cause les rapports d'agents hurluberlus qui lui avaient fait croire que la France préparait une agression contre l'Italie ! Pouvait-on plus mal nous connaître ?

Et de même comment était-il possible de juger la France de 1914, au lendemain d'élections radicales-socialistes, capable d'une agression ? La loi de trois ans n'avait été votée, à grand peine, que comme une mesure essentiellement défensive : encore est-il fort possible que la Chambre de 1914, sans la guerre, serait revenue au service de deux ans. Pour l'Angleterre, la question ne se pose pas, puisque, jusqu'au dernier moment, l'Allemagne ne crut pas à son intervention. Quant au tsar, le promoteur des deux conférences de La Haye, c'était bien l'homme le plus pacifique de l'Europe : son caractère, son entourage en partie germanophile, la politique traditionnelle des Romanoff, tout prouvait à l'évidence qu'il ne pouvait méditer aucune agression contre l'Allemagne.

A l'inverse, dans les sphères officielles de Paris, on était convaincu depuis deux ans que l'Allemagne cherchait une guerre avec la France. Les précédents de Tanger et d'Agadir, la « manière » agressive de la diplomatie allemande, les nouveaux armements justifiaient cette croyance, que la déclaration de guerre et l'invasion n'ont pas été de nature à détruire. Vraiment si le gouvernement allemand n'a pas prémédité et voulu la guerre — ce qui est possible — il faut bien reconnaître, fût-on le plus neutre des neutres, qu'il employait les moyens les plus propres à semer la défiance et à compromettre la paix.

Même après le début des hostilités, si tous les belligérants avaient pu prouver leur bonne foi, une solution rapide du conflit eût été possible. Au contraire, les haines se sont déchaînées avec une fureur croissante ; à la violation de la Belgique a succédé une invasion conduite avec une atrocité effroyable, que ne peuvent excuser les excès imputés aux Russes en Prusse et en Galicie. Puis les torpillages des navires portant femmes et enfants, le bombardement des villes ouvertes, les gaz asphyxiants et combien d'autres horreurs !

S'il était cependant prouvé — mais comment l'établir, cette preuve irréfutable ? — que personne n'a vraiment voulu la guerre, cette démonstration

ne supprimerait certes pas les responsabilités d'actes infiniment graves, mais cependant elle apporterait un soulagement à la conscience universelle, une certaine détente dans l'âme des foules et l'esprit des gouvernements, qui pourrait grandement faciliter et hâter la solution du conflit. Dans la conflagration universelle, le côté moral n'est pas le moins important.

Chacun s'est excusé en accusant l'adversaire. Tout de même s'il n'y avait personne d'intentionnellement coupable à l'origine ? Mais où trouver le juge capable de prononcer en toute conscience et de faire accepter un tel verdict ?

### Est-ce un crime d'aimer la nation „ennemie“ ?

Deux Germains que la guerre a chassés de Paris causent dans un café de Berne. Ils évoquent leurs situations passées, leurs biens qu'on a séquestrés. Et l'un d'eux fit assez tristement : « Et malgré tout, j'ai gardé un amour ardent pour la France ! » « Comment donc ? » exclama l'autre. « Nos soldats tombent sous des balles françaises et vous aimeriez ceux qui tirent sur les nôtres ? »

A. Le manque d'une organisation juridique entre les nations, l'illogisme des alliances et des systèmes d'équilibre menant à la guerre préventive les ont jetées les unes contre les autres. La guerre ne peut pas m'inspirer de haine contre les victimes de ce sort tragique, elle ne peut m'inspirer que de la pitié pour elles.

B. Passe encore la pitié. J'admettrais même le respect. Mais vous parliez de « l'amour de la France ».

A. Je l'ai dit et cela même dans une lettre ouverte que j'ai publiée récemment. J'aime la France qui a donné à l'humanité tant de biens sacrés.

B. Vous aimez le pays qui nous fait une guerre à outrance. Soit. Mais si vous voulez revenir au précepte de Jésus : « d'aimer son ennemi » qui n'est plus guère à la mode, renfermez ce sentiment dans votre for intérieur. Mais vous le criez au monde et vous vous étonnez encore que chez les nôtres on vous considère comme « mauvais patriote » ?

A. Je m'en étonne et je proteste, car j'aime aussi la nation allemande à qui la science et l'érudition doivent tant d'œuvres remarquables. Je l'aime et je souhaite qu'elle puisse se développer d'une manière paisible et prospère.

B. Mais vous n'oserez pas le dire publiquement, dans un journal de langue française !

A. Je l'oserais et vous allez vous en convaincre avant qu'une semaine se soit écoulée.

B. Mais alors, vous aimez en même temps ceux qui s'exècrent mutuellement, qui s'accusent des pires forfaits ? Qui donc a raison ? Et dans quelle dédale d'illogisme vous perdez-vous ?

A. Je ne conteste nullement que les peuples et les événements soient illogiques, mais je ne m'y perds point. Dans ce manque de logique je m'efforce d'y remédier, de trouver des voies qui puissent mener à faire sortir de l'impasse.

B. Vous ne pouvez pourtant pas aider aux deux côtés à la fois.

A. C'est mon ambition. Je travaille, de mes humbles forces, pour les intérêts solidaires du genre humain, qui embrassent et les intérêts bien compris de la nation française et ceux de la nation allemande. Je leur demande de liquider leur vieille querelle historique par l'application du principe du droit des nationalités complété par un échange de concessions coloniales et économiques.

Je lutte pour l'établissement d'un système de droit international qui permette de régler d'une manière pacifique tous les conflits futurs. L'accomplissement de cette évolution sera aussi précieux pour la nation allemande que pour la nation française. En m'y vouant corps et âme, je crois ne point me départir de mon amour égal pour les deux peuples. En travaillant pour l'humanité, je travaille pour tous ses enfants.

### Si les civils voyaient ça

Nous jugeons de notre devoir de reproduire ce témoignage d'une femme française, sans vouloir toutefois engager notre propre responsabilité pour la thèse qu'elle soutient. *Note de la Rédaction.*

Ces semaines de sang sont marquées, pour les civils, par la réapparition d'un personnage oublié, le soldat.

Oublié, malgré les lentes recherches dans les magasins où s'entassent les articles spéciaux pour militaires et les paquets préparés avec sollicitude et minutie, malgré les bonbons cravatés de soie tricolore, malgré le tricot à nos doigts pendant les heures de tranquille bavardage, malgré les livres neufs qui ne parlent que de lui et les grandes affiches des feuillets, toutes rouges de son sang, aux murs de nos villes. Oublié à cause de cette activité divertissante qui nous apprivoise à la guerre, qui la rapproche de nous au lieu de nous rapprocher d'elle. Nous l'accommodons à notre incurable frivolité. Le danger ne nous étreint plus d'une menace proche. Place pour la vie dans la guerre ! Etirons-nous. Il fait trop bon dans la douce lumière revenue pour croire au mal et à la douleur. Nous nous faisons de nos braves poilus une image héroïque, attendrissante et presque souriante. Qu'ils sont beaux, que leur sort est « digne d'envie » !

Le danger a frappé brutalement à la porte, nous rappelant que toute cette mode de guerre est mensonge d'oisifs. Les monceaux de cadavres ont grandi vite autour de Douaumont. Les mairaines, vêtues du même bleu délicat que leurs filleuls ont compris vaguement que l'uniforme n'est pas un travesti. Chacun parle des soldats. La pensée de tous, pendant quelques heures d'angoisse, est restée tendue vers le grand drame qui saignait là-bas. Les critiques militaires terminent leur article par l'évocation de cette muraille de poitrines, dressées entre nous et le danger. On pourrait croire que notre sympathie pieuse nous fait souffrir avec les soldats.

Illusion et erreur. Nos paroles sont menteuses. Si nous savions souffrir avec les soldats, serait-il donc besoin de l'offensive contre Verdun pour éveiller l'angoisse et la terreur en nous.

La neige est venue. Boue glacée, atmosphère suintante et pénétrante. Dans la tiédeur de la chambre où tout est sec, où tout est propre, où le corps transi se dilate, nous ignorons que nos hommes sont pris dans la nature hostile, dans la pluie, dans la neige, dans le vent qui gerce le visage et met des larmes aux paupières, dans la nuit.

Brusque retour à la misère première des ancêtres. Quant notre lit s'ouvre, le soir, nous ne sentons pas l'horreur des vêtements qui restent attachés aux membres las, dans la sueur et la poussière, des sommeils où le corps torturé cherche en vain le repos. Sommeil de bête traquée que l'alerte interrompt. Epuisement lent et continu de leur corps, vie âpre et cruelle de la brute que l'effort des siècles, le travail, la culture, l'art, la pitié, avaient tué en eux. Bloc de boue, soldats de pierre, levés miraculeusement de la terre française, on a célébré leurs corps martyrisés à tous les coins de journaux. Mais qu'importe leur révolte, détresse organique, cette révolte de leur chair, qui est au fond d'eux, révolte indicible qui certain jour a courbé des vieux de la territoriale, sanglotant doucement, longuement, leur peine inextinguible.

Cette souffrance animale a gagné toute leur vie. Nous ne savons pas, abrités frileusement chez nous, dans ce petit univers familial où nous sommes souverains, ce qu'est la vie de troupeau. Ils n'ont pas une minute où se recueillir. Ils ne connaissent plus le silence. Rien d'eux-mêmes n'est à eux. Vie coude à coude, dans les tranchées, au dépôt, partout. Défense d'exister pour soi. Se réfugier dans le passé ? Ils n'ont plus de passé. L'élan de leur vie a été arrêté, l'effort de leur travail a été brisé. Ils n'osent regarder en arrière, leur pensée se fige. Comment retrouveront-ils, s'ils le retrouvent, ce qu'ils ont quitté ? On les a remplacés à leur tâche. Ceux qu'ils aiment les ont laissés partir, se sont habitués à vivre sans eux, consentent d'avance à leur mort. Ils ont vu combien

la mort de leurs camarades a été acceptée aisément et la croyance aux affections absolues s'est écroulée en eux. L'avenir leur est muré. Comment s'aventurer à l'espérance, au projet ? Comment regarder par delà le gouffre du massacre proche ? Broyés corps et âme par la discipline, ils ont tout donné : liberté, pensée. Leur dénuement est total. Chair à canon, brassée par masse, la vie de chacun est un point de douleur qui tressaille dans l'attente. Attente de la mort. La mort dans l'aventure de Verdun ou dans toute autre. Nous en parlons beaucoup, nous n'y pensons pas. Nous voulons nous endormir au bourdonnement mélancolique de notre pitié résignée, élogieuse, stérile. Et nous continuons à manger, à dormir, à nous promener dans le léger, à travailler, à lire, à songer à demain, au printemps, aux modes nouvelles, à voir des gens, à leur parler de la guerre. Une vision d'épouvante nous traverse parfois : un blessé sur la neige, secoué par le froid de la fièvre, tordu par le mal, qui appelle, que personne n'entend — notre chair se hérissé quand nous nous rappelons le suave attendrissement sur nous-mêmes qui nous prend au plus léger souffle de la maladie, l'impression presque heureuse d'être devenu un objet très précieux, digne de tous les soins et de tous les amours. Le nettoyage des tranchées, la fin du combat, alors que l'ordre part des deux côtés : « Tirez bas ! » le transport brutal de la pauvre chair meurtrie douloureuse vers l'ambulance ; l'arrivée des renforts, les corps forts, jeunes et beaux, qui affluent de l'arrière vers le champ de supplice de ceux qui ont aux lèvres le goût profond de la vie et dont on va faire dans un jour, dans une heure, des cadavres, des loques épuisées, des mutilés.

Nous chassons ces pensées torturantes aussi facilement que nous avons chassé la pensée quotidienne du lent martyr des soldats. Nous ne voulons pas savoir, nous ne voulons pas voir. Notre imagination est débile et peureuse. « Si les civils voyaient ça, écrivait un enfant de la classe 15, lors de notre dernière offensive, la guerre ne durerait pas deux jours. » Les civils ne voient pas ça. Ils ferment les yeux ; car ils craignent la révolte nécessaire. Ils ont laissé tuer ce petit qui est couché maintenant dans la terre de Champagne. Ils laissent tuer, par dizaines de milliers chaque jour, enfants, maris, frères, amis, tous ceux dont l'ardente aspiration monte vers nous et implore : « Vive ! vive ! vive encore ! ».

« Si les civils voyaient ça... » Les soldats espéreraient-ils donc en nous ? Nous nous sommes si bien habitués à nous abriter derrière la fameuse muraille de poitrines et à trembler devant toute action comme devant un sortilège, que cette question nous paraît scandaleuse. Les soldats s'enfouissent aux tranchées, marchent à la mort, les civils continuent à pas tranquilles leur route dans la vie, vers la vie. Ils vont à leurs affaires et, bons patriotes, lisent le communiqué et injurient les Allemands. Cela leur suffit. Ils oublient leur fonction dans la guerre. Ils trahissent la foi du soldat en refusant de l'accomplir. Eux qui regardent le combat, ils sont témoins, ils sont arbitres ; ils peuvent juger. Ils sont témoins hors de l'action, affranchis du meurtre par le devoir ou par besoin d'immédiate défense ; ils sont hors de la discipline. C'est alors à eux qu'appartient la conduite pacifique de la guerre. Cela leur est d'autant plus essentiel que la guerre prétend n'être point la ruée animale de deux races ennemies ; chaque peuple dit bien haut qu'il s'y résigne comme au plus cruel sacrifice, que raisonnable et juste il fait la guerre par haine de la guerre. Aux non combattants, aux femmes de se préserver de la folie, à eux de veiller, à eux de comprendre que le massacre est inutile, à eux de le dire. Chacun de nous est responsable de ce sang qui ruisselle avec les eaux gonflées et pâles de la Meuse. Quand élèverons-nous la voix pour demander compte de la guerre, pour demander s'il est besoin que les soldats meurent encore longtemps avant que se noue l'accord inévitable entre la France et l'Allemagne !

Paris, 11 mars 1916.

Une camarade.

Editeur responsable et imprimeur : Fr. Ruedi.